



DÉPARTEMENT DE
L'OISE

Arrondissement de Senlis

CANTON DE
PONT-SAINT-MAXENCE

L'an deux mil dix sept le 8 mars à 18h heures,
le conseil municipal, dûment convoqué, s'est
réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de
M. Arnaud DUMONTIER, maire.

Etaient présents

M. DUMONTIER,

Maire,

Mme MAGNIER, M FIAULT, Mme MARTIN,
M SCHWARZ, Mme GUEREVEN, Mme
DEMAISON, M VERMEULEN, M REVIERE,
Adjoint au maire ;

M.YACOUBI, M BAUGEE, Mme MATEOS
BARBADO, Mme LEFEBVRE,
Mme GOURDON, Mme HOUPY, Mme
MARCHESSEAU, Mme RIVIERE, Mme
BEAUCARNY, M FLAMANT, M DELMAS, M
ROBY, Mme DEFLANDRE,
Mme GOVAERTS-BENSARIA, M
ROSSIGNOL, Mme BAVART, M SOIR,
Conseillers municipaux

Etaient représentés :

M. FIEVEZ par Mme MAGNIER,
M ZAYANI par M REVIERE,
M. CHALMIN par M VERMEULEN,
Mme CATOIRE par M SCHWARZ,
M KISS par Mme MARTIN,
Mme TIXIER par M ROBY.

Etaient absents :

Mme BECQUEMIN.

Secrétaire de séance :

Mme RIVIERE.

Date de convocation : 2/03/2017
Date de l'affichage : 2/03/2017
Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 26
Nombre de procurations : 6
Nombre de votants : 32

Envoyé en préfecture le 15/03/2017 2017 -
Reçu en préfecture le 15/03/2017
Affiché le SLO
ID : 060-216005033-20170308-2017022D-DE

VILLE DE PONT-SAINT-MAXENCE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

N° 2017-022

Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2017 – Budget Ville

Le conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article
L.2312-1,

CONSIDERANT qu'un débat sur les orientations générales du budget est
obligatoire dans les Villes de 3 500 habitants et plus,

CONSIDERANT que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des
orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le
cadre du budget primitif,

CONSIDERANT que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant
l'examen du budget primitif,

Entendu l'exposé de monsieur le maire,
Après en avoir délibéré,

Article unique : PREND ACTE, pour le budget Ville, de la tenue du Débat
d'Orientation Budgétaire.

Fait, délibéré, le jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Le maire de PONT-SAINT-MAXENCE,



Arnaud DUMONTIER

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission en Sous-préfecture
Et de la publication

Débat d'orientation budgétaire 2017

Éléments de débat

1/ Le contexte budgétaire et financier

A- L'état des concours de l'État et autres recettes

B- La situation financière de la ville fin 2016

2/ Les orientations pour 2017 et l'avenir

A- La maîtrise des dépenses et recettes de fonctionnement au service de l'autofinancement

B- Faire la chasse aux recettes d'investissement

C- L'endettement maîtrisé...

D- ...au service de l'investissement local

3/ Les annexes

A- Les ratios (comparatif avec la moyenne de la strate)

B- L'état des effectifs

Introduction

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations financières de la collectivité et d'informer sur sa situation. Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).

Le DOB est une étape très importante pour la collectivité. Il permet aux citoyens de disposer de manière claire et lisible de la situation financière de la commune et des orientations qu'elle compte prendre pour l'avenir.

Dans un contexte de timide reprise économique (selon l'INSEE, la croissance pour 2016 n'a atteint que 1,1 %), l'effort demandé aux collectivités locales est certes moindre qu'attendu, néanmoins l'impact est réel et requiert toujours plus d'exigence dans l'organisation et les politiques publiques mises en place.

Pont-Sainte-Maxence n'est pas épargnée par cette état de fait national, mais les stratégies mises en place portent leurs fruits et ont permis de garder le cap encore en 2016.

1/ Le contexte budgétaire et financier

A- Concours de l'Etat et autres recettes

↳ les dotations

L'an dernier à la même époque, on craignait le pire quant à l'avenir des dotations aux collectivités. Finalement l'effort local au redressement des comptes publics nationaux est moindre que prévu. Le président de la République, intervenant devant le 99e congrès des maires en juin 2016, ayant annoncé que l'effort demandé aux collectivités territoriales pour l'exercice budgétaire sera réduit de moitié.

Pour mémoire, les dotations sont constituées de la manière suivante :

- la dotation forfaitaire des communes, fixée principalement en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune (ce qu'on appelle la DGF)

- la dotation de solidarité urbaine (DSU), réservée aux communes de plus de 10 000 habitants aux faibles ressources, ce qui est le cas pour notre ville (74ème sur 659 villes éligibles).
 - la dotation nationale de péréquation qui assure principalement le rôle de réducteur des écarts de potentiel financier entre les communes (DNP). Celle-ci, fusionnant avec la DSU, sera stable à nouveau en 2017.
- La simulation ci-dessous ne tient pas compte des évolutions de population (en augmentation encore en 2017) :

	2015	2016	2017
DGF avant effort ¹	2 208 573	2 025 616	1 805 247
Effort annuel	215 944	220 369	116 000
DGF avec effort	2 025 616	1 805 247	1 690 827
Evolution/ N-1	-8,3 %	- 10,9 %	- 6,4 %

	2015	2016	2017
DSU hors DNP	1 521 948 €	1 836 770 €	1 900 000 €
Evolution/N-1	+21,6 %	+20,4 %	+3,3 %
DNP	304 999 €	309 659 €	309 659 €

Ce tableau montre que la dotation globale de fonctionnement a baissé de 517 746 € pour participer au redressement des comptes publics en l'espace de 3 ans quand la dotation de solidarité urbaine a augmenté de 708 074 €. Si l'on constate que le solde de dotations est positif sur 3 ans, on ne peut que regretter que les 517 746 € manquant de DGF. En effet, alors que l'Etat a reconnu les difficultés du territoire de Pont-Sainte-Maxence, il est incohérent de lui baisser sa DGF dans de telles proportions car la baisse même compensée affecte les politiques publiques locales.

➤ la mission recettes et ses résultats pour 2016

Depuis 2013, il a été constaté que la question des recettes n'était pas réellement traitée en tant que telle par les services financiers qui avaient mis en place un suivi scrupuleux des dépenses sans solliciter parallèlement le levier des recettes. Des dossiers de subventions étaient réalisés en fonction des projets et des opportunités sans coordination, ni relance des financeurs en cas de retard de versement.

¹ Effort de la ville au redressement des comptes publics (Cf. projet de loi de finances 2016 et 2017)

A compter de l'été 2013, la direction des finances a été complétée d'un poste dédié aux recettes pour créer un levier supplémentaire au-delà de la stricte maîtrise des dépenses. Cet agent a eu en premier lieu pour mission de coordonner la recherche de subventions à commencer par un état des lieux des subventions notifiées par les différents organismes, mais non perçues jusqu'ici. C'est ainsi que nous avons perçu, entre fin 2015 et 2016, 2 663 903, 57 € de reliquats ou subventions notifiées entre 2009 et 2013. L'agent a mis également en place les outils et procédures de nouvelles demandes et est devenu l'interlocuteur de référence pour tous nos partenaires.

Au-delà des subventions, elle accompagne la directrice dans la gestion proactive de l'ensemble des recettes et des dépenses d'investissement (gestion de la dette, plan pluriannuel d'investissements...).

Bilan 2014- 2016 des subventions encaissées :

financiers	2014	2015	2016	2017 ²
Département	73 010 €	1 091 490 €	53 040 €	856 585 €
Région		826 127,40 €	372 276,39 €	124 993,50 €
Etat (DETR, Horizon 2016, FFF, réserve parlementaire, fonds de soutien)	26 499 €	138 159,87 €	207 447,60 €	315 690,74€
Agence de l'eau		653 304 €		284 598 €
total	99 509 €	2 663 903,57 €	632 763,99€	1 569 267,24€

A noter pour 2016 que la deuxième tranche du gymnase, supprimée par le département dans un premier temps en 2014, a été financée par le département à hauteur de 350 000 €, mais apparaît dans le tableau sur 2017.

B- La situation financière de la ville fin 2016

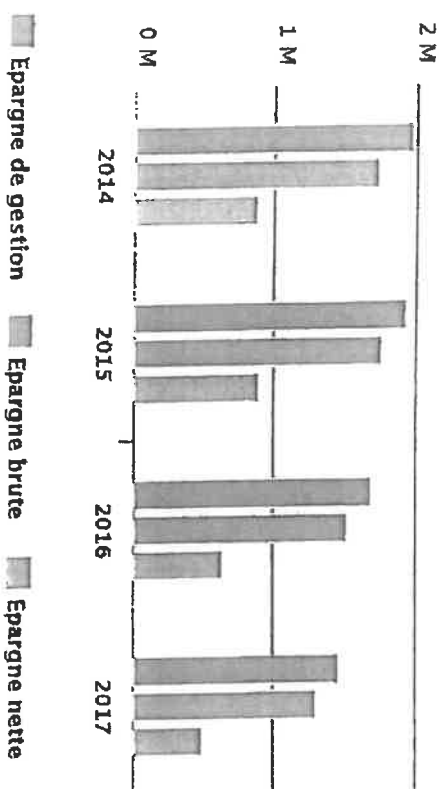
La santé financière de la ville s'apprécie au regard de plusieurs facteurs tels que le niveau d'épargne, l'endettement, l'évolution dépenses/recettes et l'état de la trésorerie. Les différents indicateurs montrent une situation satisfaisante, même si la vigilance reste un impératif dans le contexte actuel des finances publiques, pour toute collectivité et en premier lieu la nôtre où certaines dépenses particulièrement élevées retiennent notre attention accrue comme celles liées au gymnase (8,1 millions €).

² Sommes notifiées et attendues en 2017. Les sommes ne seront intégralement perçues qu'une fois les travaux réalisés.

Pour mémoire, la ville a emprunté 4,4 millions d'euros pour financer l'opération. Nous remboursons annuellement (capital + intérêts) un peu plus de 413 000 €, soit 37.5 % du règlement annuel de la dette.

➤ la situation des épargnes

Un niveau d'épargne relativement constant et satisfaisant ne révélant pas de risque d'effet ciseau à court/moyen terme.



DEFINITIONS :

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

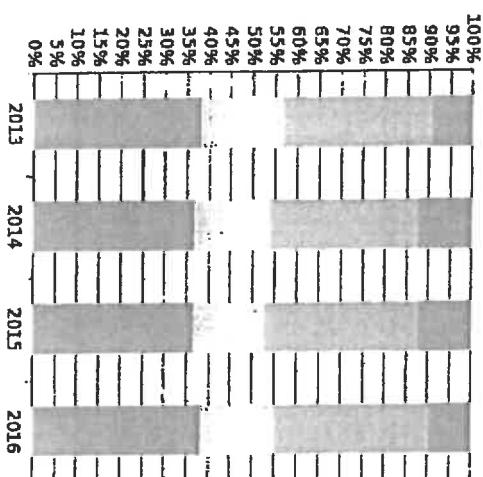
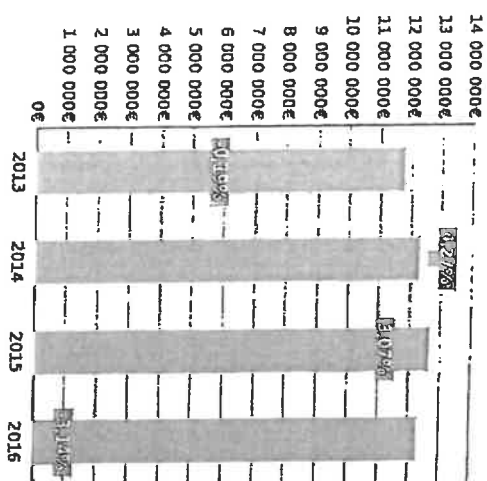
Epargne nette = Epargne brute ôté du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

De cette épargne dépend notre capacité d'autofinancement et celle de financer l'investissement les années suivantes. Ces dernières années, notre autofinancement tourne systématiquement autour du million d'euros, ce qui démontre le sérieux avec lequel les budgets sont proposés, engagés et consommés par les services alors que leur charge de travail tend quant à elle à augmenter. Ceux-ci doivent sans arrêt s'interroger sur leurs pratiques, trouver des solutions pour limiter les coûts de fonctionnement sans impacter la qualité de l'accueil et du service rendu à la population.

Pour 2016, nous estimons que la capacité d'autofinancement restera sensiblement au même niveau qu'en 2015.

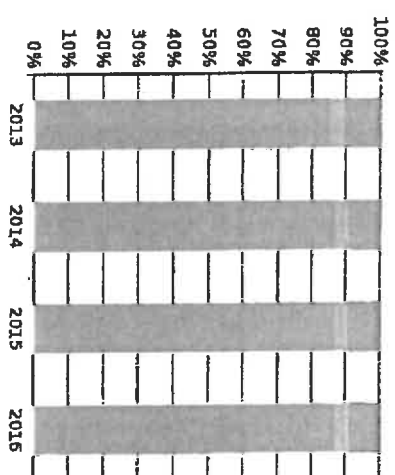
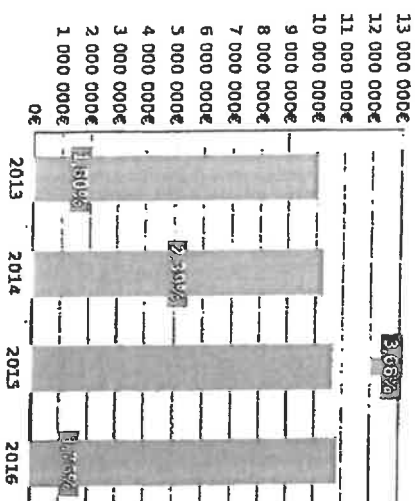
➤ Les dépenses et recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement

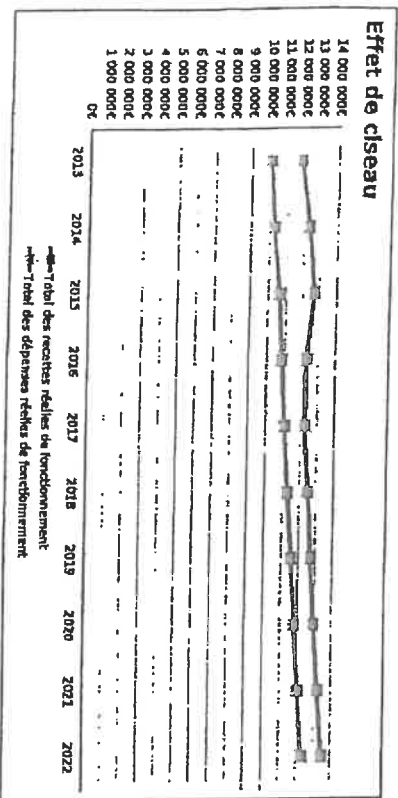


- Autres recettes
- Dotations
- Fiscalité indirecte
- Produit des taxes directes

Dépenses de fonctionnement



- Autres dépenses
- Intérêts de la dette (art 6611 et 6612)
- Subventions versées (art 657)
- Contingents et participations obligataires (art 653)
- Atténuation de produit (chap 014)
- Charges à caractère général (chap 011)
- Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)



La hausse des charges au chapitre 12 s'expliquent par plusieurs facteurs :

- la création du service histoire et patrimoine, rattaché initialement à l'office de tourisme et aujourd'hui rattaché à la direction de la vie associative, culturelle et sportive.
- des départs en retraite différés (non remplacés dans nos prévisions) et des mutualisations reportées, notamment en matière d'accueil du public (retards sur le chantier de déménagement du CCAS et chantier de l'hôtel de ville).
- nous arrivions en fin de cycle pour un certain nombre d'emplois d'avenir, CAE et apprentis. Nous avons fait le choix d'investir dans la formation pour les accompagner au mieux et nous avons ainsi fait le choix de stagier les plus méritants d'entre eux (5 agents aux services techniques, 1 à la DVACS entre 2016 et 2017), ce qui témoigne du souci avec lequel notre collectivité considère ses agents puisqu'elle reconnaît ici la qualité de certains en les intégrant bien volontiers dans ses effectifs, preuve que ces emplois sont bien une passerelle efficace pour certains et non une voie qui mène inévitablement au chômage à rebours de l'idéologie dominante de certains. A noter que la part d'emplois aidés étant en forte baisse, nos recettes (atténuations de charges au chapitre 013) baissent également. Le réalisé 2016 est inférieur aux prévisions de début d'année et il baissera encore en 2017.
- enfin, la réforme catégorielle (+ 22 717 € en 2017), la revalorisation indiciaire (+ 33 048 € en 2017), voulues par le gouvernement et le renouvellement de notre marché assurances (lot statutaire : + 123 000 € en 2016), pèsent assez lourdement.

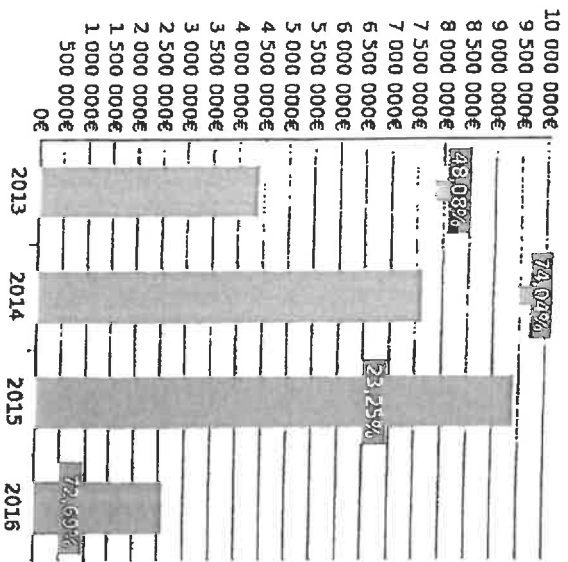
Au chapitre 11, un effort de resserrement et de contrôle des services (coût des événements, optimisation des dépenses en matière de documentation, fournitures administratives, consommables divers...) et saison hivernale 2015-2016 relativement douce a impacté

positivement les dépenses. Nous verrons que la situation des dépenses au chapitre 11 sera plus défavorable eu égard à l'augmentation de charges incompressibles (nouveau gymnase et maintenances diverses comme la vidéo-protection).

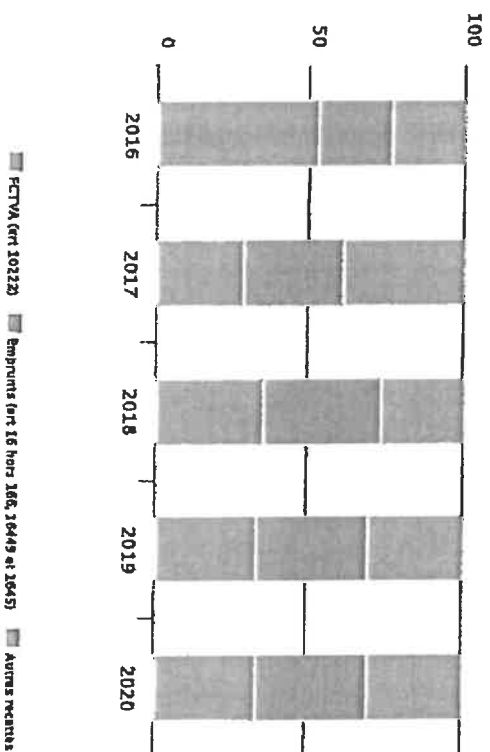
L'évolution favorable des recettes ces dernières années nous a permis d'assumer sereinement l'augmentation des dépenses liées à une montée en charge des services ou à la création de nouveaux services à la population. Nous tenons encore à distance l'effet ciseau tant redouté par les collectivités, alors même que le levier de la fiscalité n'a pas été employé depuis 2 ans et qu'il ne le sera toujours pas cette année.

➤ les dépenses et recettes d'investissement

Dépenses d'investissement



Recettes d'investissement



Si les dépenses d'investissement baissent fortement entre 2015 et 2016, il faut noter que les gros investissements sur le gymnase sont terminés.

Les dépenses d'investissement³ liées au cadre de vie et aux bâtiments continuent d'augmenter fortement :

- 600 000 € de travaux de voirie, sécurité routière, réfection de trottoirs (sans compter les 400 000 € de réfection de la rue Louis Bollet par le département)

- la création du club house du stade Raymond Louchart pour 210 000 €
- La mezzanine du club de boxe (à noter la participation financière du club) a coûté 43 500 €
- La toiture de l'école Marie Curie a été entièrement refaite pour un montant de 84 000 €
- La commune s'est dotée d'un réseau de vidéo-protection pour un montant de 243 831 €
- Nous avons poursuivi l'informatisation des écoles pour un montant de 46 702 €

A noter que les études de la route de Felgeiras, le second franchissement de l'Oise et les travaux de l'hôtel de ville ont commencé. Les maîtrises d'œuvre ont été sélectionnées pour les deux premières. Celles du projet de rénovation des Terriers vont quant à elle débuter en 2017. La société d'aménagement de l'Oise (SAO) et l'assistance départementale des territoires de l'Oise (ADTO) sont des partenaires privilégiés pour ces opérations.

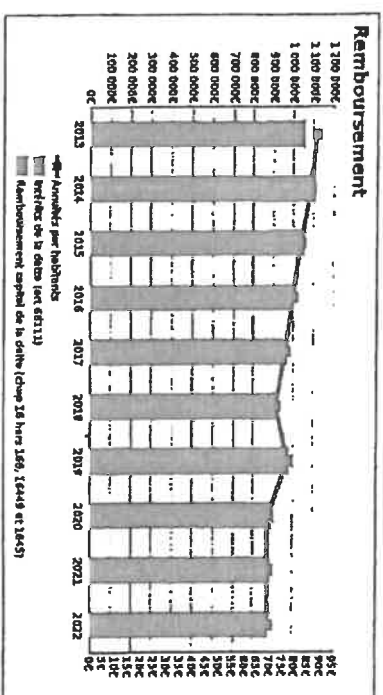
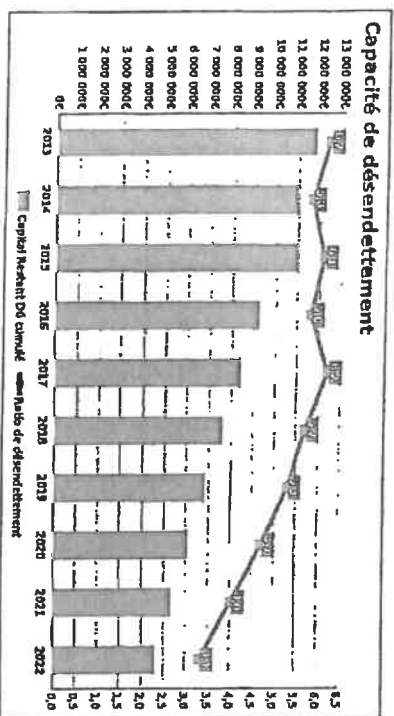
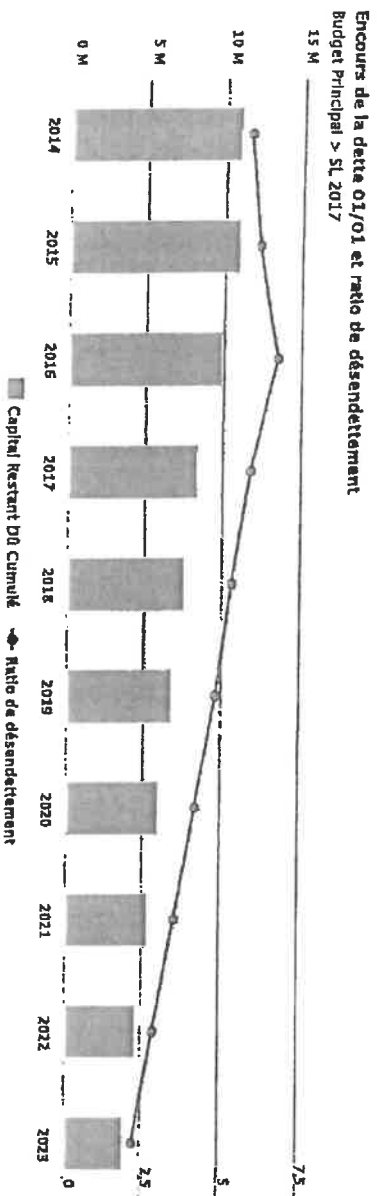
➤ Etat de la trésorerie

	2014	2015	2016
janvier	4 796 297,95 €	4 213 605,66 €	866 876,53 €
février	4 122 675,77 €	2 658 196,38 €	859 018,65 €
mars	3 919 383,17 €	2 203 145,62 €	932 465,65 €
avril	3 153 043,43 €	701 368,20 €	401 017,00 €
mai	2 269 092,44 €	563 512,90 €	229 434,47 €
juin	3 210 899,59 €	2 286 625,23 €	2 049 707,68 €
juillet	4 161 667,59 €	2 384 643,24 €	2 897 552,39 €
août	3 153 508,94 €	2 137 428,94 €	2 862 839,98 €
septembre	6 800 823,55 €	2 045 200,75 €	2 694 749,20 €
octobre	4 938 598,70 €	1 387 969,67 €	2 110 776,49 €
novembre	5 102 513,22 €	683 196,82 €	1 834 492,82 €
décembre	4 531 114,66 €	235 620,49 €	885 655,41 €

³ Les montants sont indiqués en hors taxes

On constate une amélioration de la situation en 2016, grâce notamment à la souscription d'une ligne de trésorerie à hauteur de 950 000 €, au travail réalisé par la mission recettes (chasse aux subventions non perçues) et à l'opportunité d'emprunt à taux zéro de la caisse des dépôts et consignations pour le réaménagement de l'hôtel de ville et sa mise aux normes conformément à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

> l'encours de la dette



Le niveau de la dette en capital reste satisfaisant malgré une légère augmentation en 2016. Nous avons, en effet, légèrement dépassé l'endettement prévu au budget prévisionnel 2016 (900 000 €) pour saisir l'opportunité d'un emprunt à taux zéro à hauteur de 507 000 € (en plus d'un emprunt auprès de la Caisse d'épargne à hauteur de 640 000 €) pour réaliser plus rapidement les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville. Le ratio de désendettement reste très satisfaisant à 6,2 ans puisqu'on estime que la ligne rouge à ne pas dépasser est 10 ans.

2/ Les orientations 2016-2018

La situation financière de la commune, au regard des difficultés qui touchent les finances publiques actuelles, est dans l'ensemble satisfaisante. En effet, même si les dépenses de fonctionnement augmentent sensiblement, la capacité d'autofinancement de la ville reste à un niveau suffisant pour assurer la sécurité financière de la commune. Véritable garde-fou de la stratégie budgétaire, l'impact de nos dépenses sur notre capacité d'autofinancement doit demeurer le plus faible possible. C'est un véritable défi à relever pour les années à venir puisque nos recettes commencent dès 2017 à baisser sensiblement.

Si l'état de la trésorerie reste un indicateur sur lequel la vigilance reste de mise, la situation s'améliore depuis la fin de l'année 2016. Cela s'explique notamment par les stratégies mises en place depuis 2015 en matière de recettes. Néanmoins, le premier semestre reste un cap complexe (la DSU n'arrivant qu'en juin ou juillet selon les années) car des avances doivent pouvoir se faire pour lancer les opérations. Une ligne de trésorerie pourra être créée si nécessaire.

A- Ralentir le processus d'augmentation des dépenses

La capacité d'autofinancement est un indicateur primordial de bonne santé financière pour la collectivité. Il est d'autant plus difficile de maintenir un niveau satisfaisant dans un contexte où le besoin de dépenses publiques augmente alors que les recettes commencent à baisser sensiblement.

D'avantage qu'en 2016, l'exercice 2017 demandera d'importants efforts. La municipalité a pris l'engagement de maintenir un niveau de services (stabilité de l'aide aux associations, maintien d'un niveau de prestation élevé pour le cadre de vie...) sans augmenter la part communale de la fiscalité locale. En outre la mise en service du gymnase et de la vidéoprotection génèrent des coûts nouveaux à la fois de fonctionnement et d'investissement qui sont maintenant effectifs : entretien, contrôle et maintenance (plus de 15 000 € pour le gymnase et 12 000 € pour la vidéoprotection), un complément d'équipements pour le gymnase (mobiliers divers, tapis de sol de protection...). Sachant par ailleurs que les recettes liées aux dotations baissent, il faut aller plus loin dans la stratégie mise en place pour que notre capacité d'autofinancement se maintienne à un niveau correct.

➤ les services à la population

L'éducation reste une priorité pour la municipalité qui a choisi, dans un contexte de resserrement, de maintenir les dotations en direction des écoles (fournitures scolaires, sorties, transports, non augmentation des tarifs de cantine...).

Dans le domaine de la solidarité, la ville souhaite aussi porter une attention particulière pour les publics défavorisés et travaille actuellement à une prise en charge (pour tout ou partie) des licences des enfants dont les parents ont des revenus assez faibles (ce qui constitue un obstacle insurmontable à la pratique sportive), à la mise en place d'un soutien scolaire ou encore à la mise à disposition d'un logement communal pour les femmes victimes de violences familiales (projet porté conjointement avec le Samu social).

➤ la gestion prévisionnelle des emplois et compétences

Les métiers de la fonction publique évoluent de manière flagrante ces dernières années. Ces changements sont issus du contexte de crise économique dont le pays peine à sortir et de réorientations des missions vers de nouveaux besoins, de nouvelles attentes de la population. Ainsi, à chaque départ en retraite se pose la question du remplacement. Alors qu'à une époque, la démarche de remplacement était automatique, aujourd'hui un préalable intervient systématiquement : définir le besoin exact au regard des nécessités du service.

Un départ en retraite est toujours prévisionnel (sauf à ce que l'agent ait atteint l'âge limite). Certains départs en retraite attendus pour 2016 ont été différés et nous n'en mesurerons l'impact qu'en 2017, voire 2018. D'autre part, des mutualisations de postes n'ont pu encore avoir lieu car dépendantes de chantiers inachevés (déménagement du CCAS, travaux de l'hôtel de ville).

Pour rappel, la municipalité maintient son objectif d'effectifs équivalents à 2014 en 2020 et c'est bien le non-remplacement du fonctionnaire partant à la retraite qui est privilégié.

➤ limiter les impacts des absences pour maladie

L'absence pour maladie occasionne des coûts importants pour la collectivité :

- des coûts de gestion (planification, organisation du service, gestion des absences...)
- des coûts liés au remplacement des personnes absentes sur une longue période.

- des coûts d'assurance : cette année, nous avons dû renouveler notre marché assurance. Concernant le lot "assurance statutaire" qui couvre la maladie, la sinistralité de la commune est telle qu'elle provoque une croissance de la prime annuelle de 200 000 € (nouvelle prime et reprise de la sinistralité en cours).

Des dynamiques de prévention sont mises en place pour lutter contre la croissance des accidents du travail et la maladie (longue et ordinaire) :

- formations sur les risques psychosociaux

- mise à jour du document unique et des registres de signalement

- audit des pratiques professionnelles pour les agents d'entretien
- Un effort important est demandé enfin aux directeurs pour réorganiser le service de manière à éviter les remplacements.

➤ organisation des services

La remise à plat du temps de travail et la mise en place des badgeuses a permis sans nul doute d'optimiser le temps de présence (dans son rapport de février 2102, la chambre régionale des comptes écrivait « Compte tenu du nombre de jours de congés supplémentaires et en l'absence remplacements et la planification du travail. Une évaluation au fil de l'eau permet d'améliorer le dispositif au fur et à mesure. L'impact est mesurable directement sur le volume d'heures supplémentaires rémunérées qui baisse sensiblement cette année passant de 3 255 à 2 203 heures dans l'année. En 2017, cet effet sera pondéré par les deux grosses échéances électorales qui arrivent. En effet, chaque dimanche d'élection coûte environ 7 000 € en heures supplémentaires.

L'investissement conduit par les services pour remettre à plat et professionnaliser les pratiques aura permis des resserrerments importants (agent en retraite ou longue maladie non remplacés). L'investissement dans un matériel et des produits adaptés, dans la formation améliorera sur le long terme les conditions de travail des agents et préservera leur santé.

➤ les relations financières avec l'intercommunalité

La ville de Pont-Sainte-Maxence est membre de la CCPOH, communauté de communes contributrice au FPIC (fonds de péréquation intercommunal et communal). Néanmoins étant répertoriée parmi les villes les plus pauvres, Pont-Sainte-Maxence devrait en être bénéficiaire. Elle ne participe donc pas à l'effort de contribution des communes de la communauté. Des mutualisations existent déjà avec la CCPOH et ses communes membres comme le service d'instruction mutualisé Olse et Halatte (SIMOH) porté par le service urbanisme de la commune, la mise à disposition d'animateurs de la CCPOH pour la surveillance du temps de midi dans les écoles... La ville met régulièrement à disposition des personnels et équipements pour les services de la communauté de communes (locaux périscolaires, personnels techniques et matériels sur des événements ponctuels...). La commune et l'EPIC étudient actuellement la faisabilité d'autres mutualisations comme l'édition des paies. La municipalité a aussi décidé d'apprécier de manière plus fine ses rapports financiers avec la communauté des communes afin de respecter strictement les compétences de chacun et le principe de mise à disposition des personnels et des matériels qui ne doit pas coûter plus qu'il ne rapporte sur une année.

➤ **travaux d'amélioration des bâtiments**

D'importants investissements sont faits ou prévus dans nos bâtiments :

- l'aménagement de l'hôtel de ville commencera en 2017. En 2016 nous avons sélectionné le maître d'œuvre et lever les ressources financières pour conduire l'opération évaluée en totalité à près d'un million d'euros.
 - le réaménagement du rez-de-chaussée de la RPA pour y mutualiser les locaux RPA et CCAS a démarré en fin d'année 2016 et nous espérons pouvoir effectuer le déménagement pendant l'été.
 - la toiture de l'école Marie Curie, les menuiseries de deux collectifs logements communaux ont été presque entièrement réalisées. Des réfections seront prochainement programmées pour les écoles Robert Desnos, Jean Rostand et d'autres collectifs de logements communaux.
- Nous escomptons, d'une part, un impact positif à moyen/long terme sur nos consommations de fluides, et d'autre part ces modifications (notamment hôtel de ville et RPA) nous permettront d'opérer des changements d'organisation qui, sans nuire au service public, rationaliseront notre masse salariale en centralisant les fonctions d'accueil par exemple.
- Enfin, une étude est en cours avec Oise-la-vallée sur l'évolution des effectifs scolaires pour nous permettre une meilleure organisation et gestion de nos bâtiments.

B- Le suivi accru des recettes

La rigueur budgétaire n'empêche pas nos dépenses de croître mécaniquement pour faire face aux besoins. Nous portons donc une vigilance particulière à l'évolution de nos recettes.

➤ **la recherche de subvention systématique**

La coordination et l'organisation mise en place en la matière, ainsi que le plan pluriannuel d'investissement permettent d'anticiper sur les dossiers à présenter aux différents partenaires.

Les partenaires ont par ailleurs identifié un interlocuteur privilégié dans nos services qui nous permet de nous saisir rapidement de nouvelles opportunités lorsqu'elles se présentent.

➤ **focal sur le FCTVA**

Pour cette année, nous escomptons des recettes en forte baisse après un pic dû au gymnase notamment en 2016. L'attribution passe de 1 million d'euros environ à moins de 500 000 €. Ce n'est pas une surprise puisque l'évolution de fonds est proportionnelle au niveau d'investissement de la commune.

➤ **La valorisation du patrimoine communal**

La vente des abattoirs pour 300 000 € et celle de la maison des associations pour 275 000 € sont en bonne voie. La règle est maintenant clairement édictée : la cession de tout bien qui coûte davantage qu'il ne rapporte alors même que la municipalité est incapable d'investir massivement pour la rénovation et que l'effort de rattrapage est insurmontable pour elle. Les produits issus de ces cessions auront un impact très positif sur nos recettes d'investissement pour le budget 2017.

Le CCAS pourra être mis en vente à l'issue du déménagement du CCAS.

➤ **la politique tarifaire**

Si les taux d'imposition (part communale) seront stables à nouveau en 2017, nous aurons à revisiter encore certains tarifs, notamment lorsqu'ils ne correspondent pas à proprement parler d'une mission de service public et qu'ils revêtent une dimension marchande évidente, les loyers (notamment suite aux travaux réalisés dans les logements), les redevances pratiqués dans notre ville. En effet, les tarifs pratiqués sont comparativement à d'autres collectivités assez bas et ne correspondent pas aux coûts réels engagés par la ville.

➤ **Le levier des excédents**

Par le passé, lorsqu'il nous arrivait de percevoir des subventions non prévues au budget, la stratégie consistait à proposer au conseil municipal de délibérer sur une décision modificative du budget afin d'inscrire de nouvelles dépenses. Pour l'avenir, il sera proposé de ne pas modifier le budget en conséquence et de traiter ces subventions en excédents de recettes d'investissement. Cette dynamique devrait nous permettre de retrouver des marges de manœuvre en trésorerie en l'espace de 2 ans.

C- un endettement maîtrisé...

Notre endettement raisonnable bien qu'en légère augmentation, joue un effet levier dans un contexte où nous manquons de trésorerie. A ce stade de la préparation budgétaire, il n'est pas possible de prendre l'engagement « zéro emprunt nouveau » pour 2017. Néanmoins, si emprunt il y a, il sera inférieur au montant du remboursement annuel du capital de la dette.

➤ **une période toujours propice à l'emprunt**

Les taux restent historiquement bas, bien qu'une augmentation sensible s'amorce (l'Euribor reste équivalent à un taux zéro, le livret A à 0.75 %, les taux fixes proposés par nos partenaires bancaires restent inférieurs à 2 % autant sur de la renégociation que sur de l'emprunt nouveau).

Par ailleurs, la contractualisation avec l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) dans le cadre de la rénovation urbaine des Terriers, ouvre l'opportunité d'un partenariat privilégié avec la caisse des dépôts et consignations. Aujourd'hui, nul n'est en mesure de prévoir le montant de la subvention qui sera accordée par l'ANRU dans la mesure où cela dépend de l'enveloppe globale et de la teneur des études.

➤ une stratégie d'endettement efficace

Le partenariat depuis 2014 avec Finance active nous permet d'avoir une analyse éclairée sur la situation de la dette de la collectivité. Ce partenaire nous conseille, oriente lorsqu'une renégociation de nos emprunts s'avérerait pertinente ou lorsque nous sommes démarchés par nos partenaires bancaires en vue de renégocier. Cela nous permet d'utiliser ce levier au besoin et de manière mesurée.

La seule autre option qui se présenterait à la municipalité serait de ralentir les investissements, mais, comme le montre le tableau ci-dessous, la ville a encore un programme chargé à réaliser dans de nombreux secteurs très attendus par nos concitoyens et les besoins sont très importants.

D- ...au service de l'investissement local absolument nécessaire

En effet, Pont-Sainte-Maxence ne peut pas se permettre de freiner sa stratégie en matière d'investissement. Les choix opérés dans le passé misant sur des projets de grande envergure (centre ville, gymnase, bassin d'orage pour le mandat 2008-2014) et délaissant cruellement le quotidien révélaient aujourd'hui de manière béante un besoin d'amélioration considérable, autant dans le domaine de la voirie (trottoirs et routes), de bâtiments communaux. Aussi, la commune a décidé de poursuivre le rattrapage tant nécessaire en matière de voirie (trottoirs et routes), de parking (sur la place Gérard Palleau), d'espaces verts publics urbains (sur le site du gymnase Léo Lagrange), d'équipements sportifs dont les études sont lancées (*skate-park*, *club house* pour le club de pétanque, cour de tennis pour remplacer le « clerdal » quasi-impraticable), d'aménagement de quartier (la Source des Moines), d'équipement dans les écoles (continuer la numérisation des écoles, réfection de sols, peintures, étanchéité des toitures Desnos, Rostand, réfections de clôtures...) et aussi de sécurité publique (mise en place d'une équipe mixte gendarmerie - police municipale pour une phase 2 du déploiement de la vidéo-protection en 2018 afin de combler les « trous » du maillage actuel, mise en œuvre du dispositif « alarme-sécurité dans les écoles et chez les commerçants) et de sécurité routière (aménagement d'un plateau surélevé et réalisation de cheminement piétonnier (quai de la pêche en lien avec le conseil départemental). Dans le domaine de la solidarité, la ville mettra en place une épicerie sociale en partenariat avec le Samu social et les Restos du cœur dans les actuels locaux des Restos du cœur à l'école Paul Langevin (12 000 € de travaux).

Le tableau ci-dessous reprend les principaux investissements sur la période 2016-2018.

Opérations d'investissements 2015-2020 "PREVISIONNEL" dernière mise à jour le :

Opérations d'investissement

Coût Total

2015

2016

2016

VOIRIE

Dépenses

Recettes

Dépenses

Recettes

Dépenses

Recettes

Travaux de voirie divers :

* Sécurisation des abords de l'école Rosend

* Réhabilitation quartier Source aux moines

* Sécurisation des abords de l'école A. BONNEL

* 2ème tranche rue de la vieille montagne

* Canal Messin Charlestin entre les obélisques et la rue Moësson

* Rue Charles Figeaux entre la pendanterie et la rue Boët

* Sécuriser rue Ramon / quai Deschamps

* Sécuriser en haut de la montée des Terres

* Chemins piétons dans les cinquières

* Aménagement place G. PALTEAU

* Aménagement place de l'église

* Réhabilitation de la rue d'Alaïte

* Aménagement place du corps de garde

* Dispositif de sécurité Canal de la Libération

Eclairage public

Vidéo protection

Résidentialisation POMPIEROU / OPAC

Franchissement de l'axe : Etude

Démolition de l'ancien gymnase

Aménagement parking urbain ancien gymnase : Etude en cours

Travaux Port fluvial

Opérations d'investissement - pontonnages

HT

TTC

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

HT

en cours

de

conception

Remplacemnt tutures d'étanchéité
Remplacemnt des menuiseries dans les
logements communaux

SERVICES

Petit/moyen communal

Entretien des voiries

Information école

Information école J. FERRY

Information école J. ROSTAND

Information école A. BONNEL

Information école R. DESNOS

Information services municipaux

DVACS

Achat de livres

Parc automobile communal

Véhicule

Reprises de concessions

Services :

DVACS

HOTEL DE VILLE

POLICE MUNICIPALE

DECS

COMMUNICATION

TOTAL

Signature :

Date de l'opération

Projet auto-financé

Annexes

A- Annexe 1 : Les ratios

	2015	2016	2017	Strate
Ratio 1	832	844	860	1204
Ratio 2	361	370	376	511
Ratio 3	981	982	982	1337
Ratio 4	666	291	130	329
Ratio 5	789	706	593	964
Ratio 6	302	310	305	248
Ratio 7	60,06 %	62,68 %	63,03 %	56,4 %
Ratio 9	90,82 %	94,87 %	96,02 %	88,4 %
Ratio 10	67,19 %	30,27 %	13,5 %	24,2 %
Ratio 11	85,92 %	82,78 %	84,88 %	69,8 %

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2 = Produit des impositions directes / population

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4 = Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5 = Encours de la dette / population

Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9 = Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10 = Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

B - Annexe 2 : l'état des effectifs et des heures supplémentaires

Etat des heures supplémentaires :

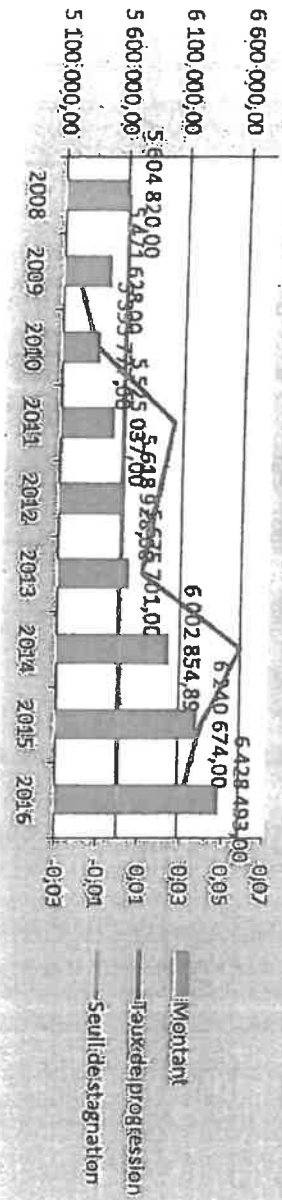
	2013	2014	2015	2016
Janvier	3 763,20 €	4 182,62 €	3 602,98 €	13 361 €
Février	4 689,55 €	2 410,94 €	4 392,59 €	3180,10€
Mars	4 203,03 €	3 031,28 €	1 839,47 €	2303 €
Avril	3 501,65 €	18 281,19 €	17 455,75 €	2090,56 €
Mai	2 303,48 €	2 252,50 €	2 515,07 €	2278,82 €
Juin	5 704,09 €	12 872,00 €	7 141,50 €	3339,75 €
Juillet	8 452,62 €	10 066,85 €	9 227,85 €	4194 €
Août	4 104,61 €	4 551,17 €	4 171,72 €	4765,28 €
Septembre	4 522,23 €	6 911,28 €	3 235,38 €	1288,42 €
Octobre	7 823,46 €	5 672,51 €	5522,77 €	4563,02 €
Novembre	2 441,74 €	2 686,95 €	2 229,24 €	1078,23 €
Décembre	12 897,26 €	14 016,51 €	14 460,22 €	11 385,33 €
Nombre (en heures)	2 891,00	3 756,65	3 255,44	2 203,69

Pic d'avril 2014 et 2015 : élections municipales et départementales

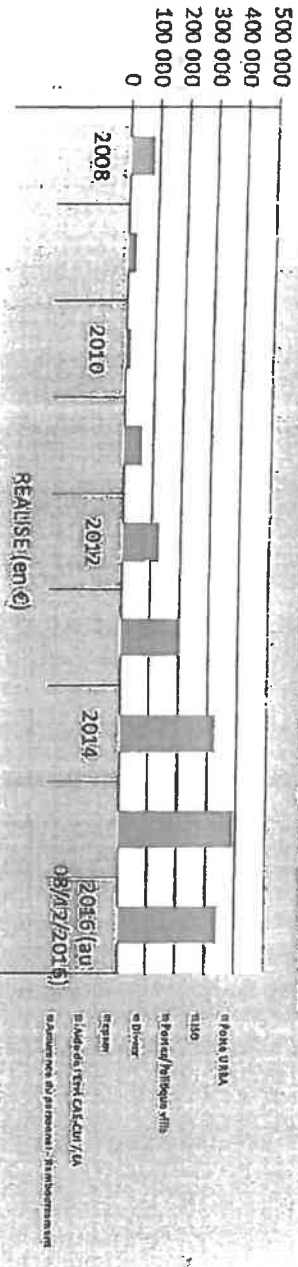
Pic des mois de décembre : événements de novembre (11 novembre, foire, violences faites aux femmes...)

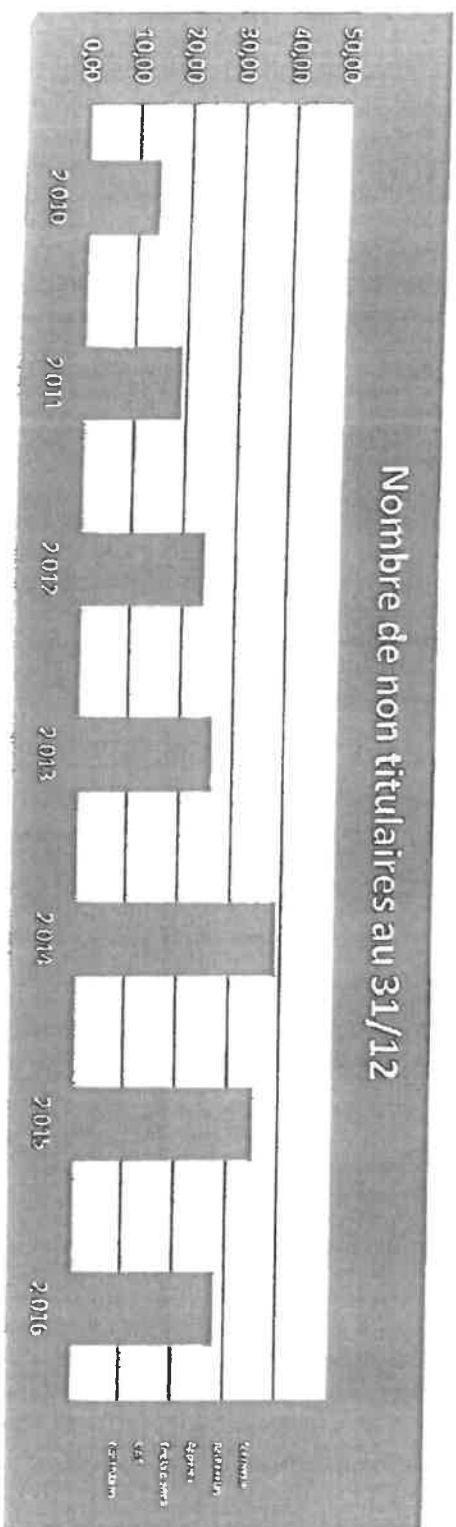
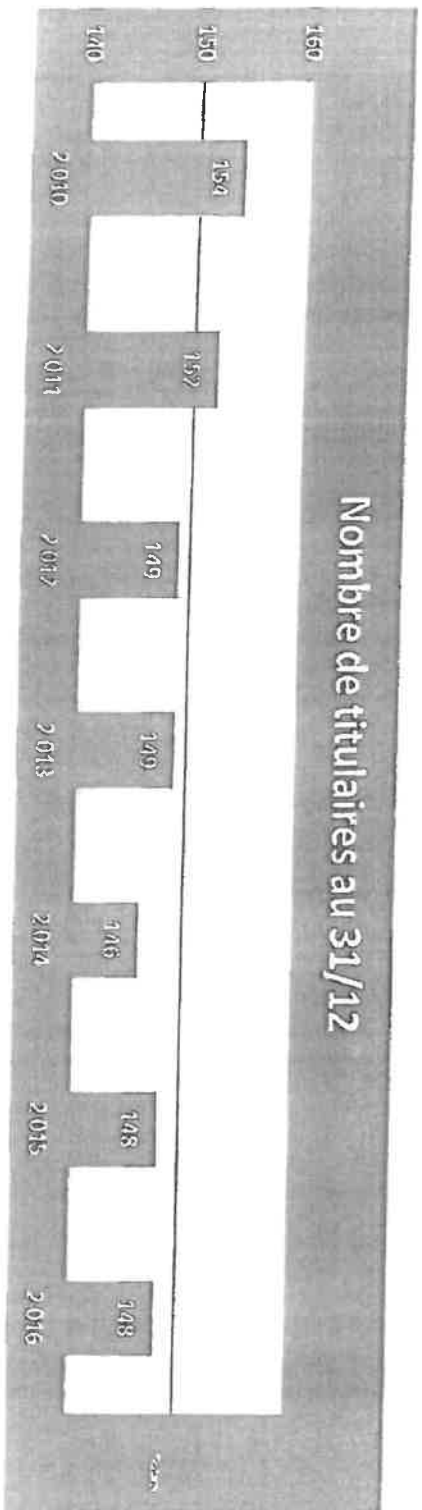
Etat des effectifs :

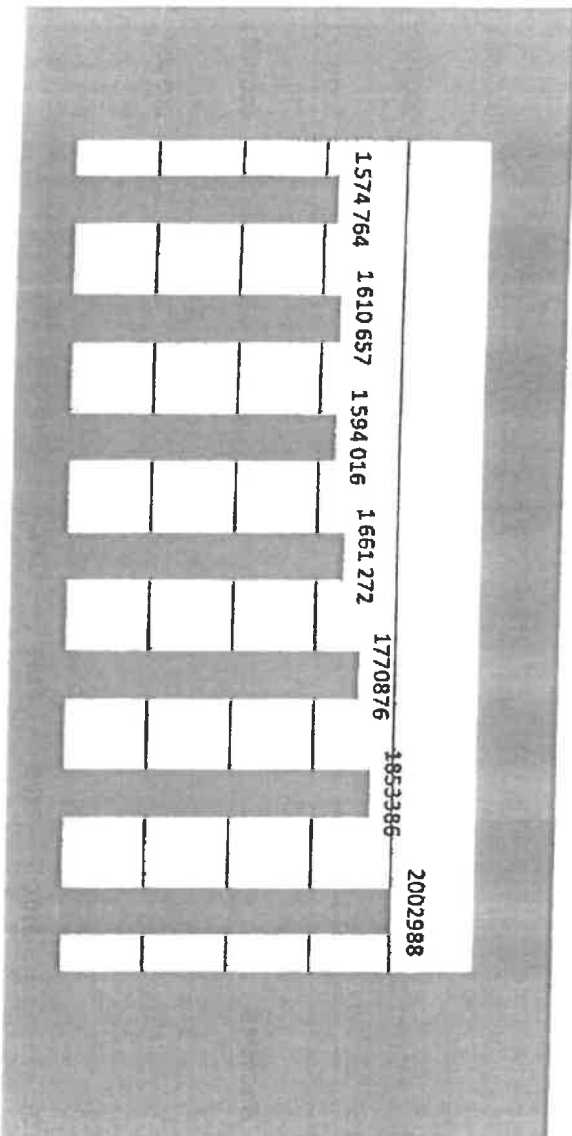
Evolution comparée des dépenses de personnel (hors assurance)



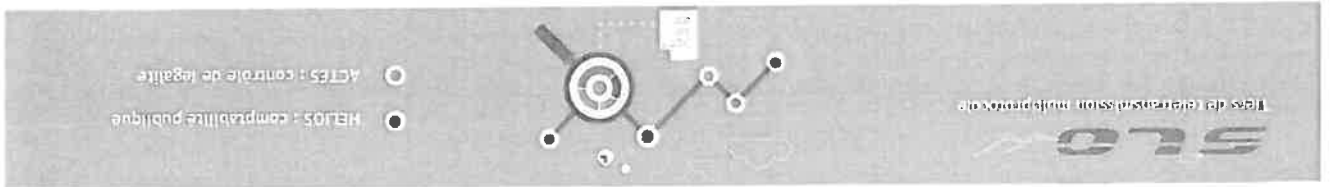
Evolution comparée des atténuations de charges de 2008 à 2016







Envoyé en préfecture le 15/03/2017
 Reçu en préfecture le 15/03/2017
 Affiché le
 ID : 060-216005033-20170308-2017022D-DE



• HELIOS : comptabilité publique
• ACTES : contrôle de légalité

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : PONT-SAINT-MAXENCE
Utilisateur : DUMONTIER ARNAUD

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Délibérations
Numéro de l'acte:	2017022D
Date de la décision:	2017-03-08 00:00:00+01
Objet:	Débat orientation budgétaire 2017 - Budget ville
Classification matières/sous-matières:	7.1
Identifiant unique:	060-216005033-20170308-2017022D-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
060-216005033-20170308-2017022D-DE-1-1_0.xml	text/xml	813
nom de original:		
Délibération 2017-22 - Débat orientation budgétaire 2017 - Budget ville.pdf	application/pdf	8549030
nom de métier:		
060-216005033-20170308-2017022D-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	8549030

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	15 mars 2017 à 15h14min18s	Dépôt initial
En attente de transmission	15 mars 2017 à 15h16min02s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	15 mars 2017 à 15h16min08s	Transmis au MIOCT
Acquittement reçu	15 mars 2017 à 15h16min36s	Recu par le MIOCT le 2017-03-15

